

**PRÉFACE DU RAPPORTEUR SPÉCIAL DES NATIONS UNIES POUR
LES DROITS DE L'HOMME DES MIGRANTS**
**FOREWORD FROM THE SPECIAL RAPPORTEUR ON THE HUMAN
RIGHTS OF MIGRANTS**
**PREFACIO DEL RELATOR ESPECIAL DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE LOS DERECHOS HUMANOS DE LOS MIGRANTES**

François Crépeau

Numéro hors-série, novembre 2013

Defending the Human Rights of Migrants in the Americas: The
Nadège Dorzema et al v Dominican Republic Case

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1068165ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1068165ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de droit international

ISSN

0828-9999 (imprimé)

2561-6994 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Crépeau, F. (2013). PRÉFACE DU RAPPORTEUR SPÉCIAL DES NATIONS UNIES
POUR LES DROITS DE L'HOMME DES MIGRANTS. *Revue québécoise de droit
international / Quebec Journal of International Law / Revista quebequense de
derecho internacional*, 21–25. <https://doi.org/10.7202/1068165ar>

Tous droits réservés © Société québécoise de droit international, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des
services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique
d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de
l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à
Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

**PRÉFACE DU RAPPORTEUR SPÉCIAL DES NATIONS UNIES
POUR LES DROITS DE L'HOMME DES MIGRANTS**

**FOREWORD FROM THE SPECIAL RAPPORTEUR ON THE
HUMAN RIGHTS OF MIGRANTS**

**PREFACIO DEL RELATOR ESPECIAL DE LAS NACIONES
UNIDAS SOBRE LOS DERECHOS HUMANOS DE LOS
MIGRANTES**

*François Crépeau**

Faute de pouvoir accéder à la scène politique puisqu'ils ne votent pas, les migrants – et surtout les migrants vulnérables, en particulier les migrants clandestins – se voient souvent confinés au rôle d'objet des discours politiques et des politiques publiques. Ils ne sont presque jamais parties aux débats qui les concernent et se retrouvent souvent dans le rôle du bouc émissaire chargé de tous les maux sociaux : chômage, insécurité, épidémies... Les politiciens peuvent facilement noircir leur portrait – en dépit des données factuelles issues des recherches en sciences sociales – sans encourir aucune sanction de l'électorat : au contraire, les politiciens populistes sont souvent récompensés électoralement pour leurs outrances verbales et pour l'adoption de politiques aussi répressives qu'inefficaces.

La seule ligne de défense qui soit parfois accessible aux migrants est la voie judiciaire, car les tribunaux n'ont généralement pas de préoccupation électorale. Les juges peuvent ainsi reconnaître que seuls deux droits fondamentaux appartiennent en propre aux citoyens, soit le droit de vote et d'être élu, et le droit d'entrer et de demeurer dans le pays. Tous les autres droits appartiennent à « chacun » et les migrants en sont titulaires au même titre que les citoyens, y compris le droit à l'égalité et la prohibition de la discrimination sous toutes ses formes.

Les obstacles dans l'accès à la justice sont nombreux et connus : les migrants ne veulent pas être identifiés, de peur d'être arrêtés, détenus et déportés; ils sont souvent ignorants de leurs droits, sans compter l'obstacle linguistique; ils n'ont généralement pas les moyens de se payer de bons avocats et interprètes... Mais, pour les migrants qui s'y décident et pour les avocats et ONG qui les accompagnent, la voie judiciaire peut permettre des gains considérables et durables.

L'affaire du « Massacre de Guayubín » est exemplaire en ce sens. La Cour interaméricaine des droits de l'homme n'a pas failli à sa mission de protection des droits et libertés de « chacun », et a retenu la responsabilité de l'État dominicain dans l'incident qui a fait sept morts et plus d'une vingtaine de blessés parmi la

* Professeur Hans & Tamar Oppenheimer en droit international public, Université McGill; Professor Hans & Tamar Oppenheimer in International Public Law, McGill University; Profesor “Hans & Tamar Oppenheimer” de Derecho Internacional Público, Universidad McGill.

communauté haïtienne immigrée en République dominicaine.

Il faut savoir que les migrants haïtiens en République dominicaine sont souvent dans une situation de vulnérabilité absolue, faute de documents d'identité quelconques, même lorsqu'ils sont nés et ont toujours vécu en République dominicaine. Cette dernière refuse toute reconnaissance de droits à ces migrants, alors même que leur travail est essentiel à la prospérité de l'économie de la République dominicaine. Ils vivent souvent dans un dénuement total, dans des *bateyes* sans aucun service public, sans accès à l'école ou à des soins de santé.

La Cour interaméricaine vient rappeler à tous les États les obligations qui sont les leurs envers tous les êtres humains qui vivent sur leur territoire. Leur dénier une protection contre la discrimination et un accès effectif à la justice est une faute grave, qu'il convient de réparer. Cette jurisprudence fait déjà date, sur le continent américain, mais aussi ailleurs, par l'exemplarité de son raisonnement.

Je sais gré à la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM, et à mon collègue Bernard Duhaime, professeur au Département des sciences juridiques (dont je fus membre pendant plus d'une décennie) et fondateur de la Clinique, de l'acharnement avec lequel ils ont soutenu cette cause. La victoire devant la Cour interaméricaine leur doit beaucoup. Et je sais gré à la *Revue québécoise de droit international*, que j'ai eu le plaisir de diriger autrefois, de consacrer un numéro spécial aux suites à donner à cette belle victoire jurisprudentielle.

Lacking the ability to access the political stage because they don't vote, migrants – and especially vulnerable migrants, including irregular migrants – are often simply the objects of public policies on migration. They very rarely participate in the public debates that concern them and often find themselves in the role of scape goat, held responsible for many societal ills: unemployment, insecurity, epidemics... Despite the absence of social science research evidence, the public portrayal of migrants can easily be blackened by politicians, without any electoral consequences arising: on the contrary, populist politicians are often rewarded electorally for their verbal excesses and the adoption of inefficient repressive policies.

The only effective line of defense for migrants is the judicial path, as tribunals aren't swayed by electoral preoccupations. Judges recognize that citizens possess, in exclusivity over other persons, two fundamental rights. That is to say the right to vote and be elected, and the right to enter and remain in the country. All other rights belong to "everyone" and migrants are entitled to their respect protection and promotion just as citizens are. These rights include the right to equality and the prohibition of discrimination on all grounds.

Obstacles to effective access to justice are well known and numerous:

fearing arrest, detention and deportation, migrants do not want to be identified. Linguistic barriers aside, they are often unaware of their rights and generally do not have the means to afford good lawyers and interpreters... But, for migrants that so decide and for lawyers and NGOs that accompany them, the judicial avenue can allow for considerable and durable gains.

In that respect, the "Guayubín Massacre" case is exemplary. The Inter-American Court of Human Rights did not fail to follow its mission of protecting human rights for "all". It held the Dominican State responsible for an incident involving seven deaths and more than twenty injured persons, all of whom were Haitian migrant workers in the Dominican Republic.

It is important to note that Haitian migrants in the Dominican Republic are often in a situation of absolute precariousness, for lack of any identification document, even when they are born and have always lived in the Dominican Republic. The State refuses to recognize any of these migrants' rights, even though their labour is essential to the prosperity of the Dominican economy. They frequently live in total destitution, in *bateyes*, without public services, access to schools or health care.

By way of its judgment, the Inter-American Court of Human Rights reminds all States of their obligations towards all persons residing on their territory. To deny them a protection against discrimination and effective access to justice is a serious offense that should be remedied. The outcome of this case sets a precedent, for the American continent but also throughout the world, because of the exemplarity of its reasoning.

I am grateful to UQAM's International Clinic for the Defense of Human Rights and to my colleague Bernard Duhaime, founder of the Clinic and professor at the Department of Legal Sciences (of which I was a faculty for more than a decade) , for the energy with which they supported this cause. The victorious outcome owes much to them. Also, I am grateful to the *Quebec Journal of International Law*, which I formerly had the pleasure of leading, for dedicating a special issue to the consequences of this success story.

Dado que los migrantes no tienen acceso al escenario político por no contar con el derecho a voto, éstos – sobretodo los migrantes vulnerables, y particularmente los migrantes clandestinos - son frecuentemente recludos al rol de objeto de los discursos políticos públicos. Ellos casi nunca forman parte de los debates que los involucran y son utilizados como chivo expiatorio de todos los problemas sociales: desempleo, inseguridad, epidemias... Los políticos pueden fácilmente contaminar el perfil de este grupo – a pesar de los datos fácticos arrojados por las investigaciones en ciencias sociales – sin que les quepa ninguna sanción por parte del electorado: por el

contrario, los políticos populistas se ven beneficiados electoralmente gracias a sus ultrajes verbales así como por sus políticas tanto represivas como ineficaces.

La única línea de defensa a la que pueden acceder a veces los migrantes es la vía judicial, ya que los tribunales no responden generalmente a preocupaciones electorales. Así, los jueces pueden reconocer que los derechos básicos reservados a los ciudadanos son sólo dos: el derecho de votar y de ser elegido, y el derecho de entrar y permanecer en el país. El resto de los derechos pertenecen a “todos”, y los migrantes son titulares de estos derechos en la misma calidad que los ciudadanos, incluido el derecho a la igualdad y la prohibición de discriminación bajo cualquiera de sus formas.

Los obstáculos para acceder a la justicia son numerosos y conocidos: los migrantes no quieren ser identificados, por temor a ser arrestados, detenidos y deportados; en muchas ocasiones ellos ignoran sus derechos, sin mencionar el obstáculo idiomático; generalmente no cuentan con los recursos para pagar buenos abogados e intérpretes... Pero, para los migrantes que deciden recurrir a la justicia y para los abogados y ONGs que los acompañan, esta vía puede permitirles la obtención de beneficios considerables y duraderos.

El fallo « Masacre de Guayubín » constituye un ejemplo en ese sentido. La Corte Interamericana de Derechos Humanos consiguió respetar su misión de protección de los derechos y libertades de “todos”, y declaró la responsabilidad del Estado dominicano en el incidente que le valió la vida a siete personas y dejó más de veinte heridos pertenecientes a la comunidad de inmigrantes haitianos en República Dominicana.

Es necesario saber que los migrantes haitianos en República Dominicana se encuentran muchas veces en una situación de vulnerabilidad absoluta, por no contar con ningún tipo de documentación identificatoria, incluso habiendo nacido y vivido toda su vida en República Dominicana. Esta última se niega a reconocer los derechos de estos migrantes, sin siquiera tener en cuenta que el trabajo que ellos realizan es esencial para la prosperidad y la economía de República Dominicana. En muchos casos ellos viven en un estado de privación absoluta, en *bateyes* sin servicios públicos, y sin acceso a la escuela ni a los servicios de salud.

Con el presente fallo, la Corte Interamericana ha recordado a todos los Estados las obligaciones que ellos tienen para con todos los seres humanos que viven en su territorio. El hecho de negarles protección contra la discriminación y el acceso efectivo a la justicia es una falta grave que es necesario reparar. Esta jurisprudencia ha marcado un hito - y no sólo en el continente americano - por la ejemplaridad de su razonamiento.

Quisiera expresar mi reconocimiento a la Clínica Internacional para la Defensa de los Derechos Humanos, como así también a mi colega Bernard Duhaim, Profesor del Departamento de Ciencias Jurídicas (del cual yo fui miembro durante más de una década) y fundador de la Clínica, por el empeño con el cual han defendido esta causa. Ellos son responsables de gran parte de la victoria ante la Corte

Interamericana. Del mismo modo, quisiera expresar mi reconocimiento a la *Revista Quebequense de Derecho Internacional*, la cual tuve el placer de dirigir en otras ocasiones, por consagrar un número especial a las repercusiones de esta bella victoria jurisprudencial.